



**PRÉFET
DE LA RÉGION
PAYS DE LA LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement**

Unité départementale de la Loire-Atlantique
Affaire suivie par : Maxime Wolffer
maxime.wolffer@developpement-durable.gouv.fr
Tél : 02 72 74 78 05
N/Réf : N3-2025-1297

Nantes, le 4/12/25

Donner acte de réexamen IED

Monsieur,

Vos installations, exploitées à Châteaubriant rue Bradley, sont visées par la directive 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles, dite directive IED, au titre de la rubrique 3550. Le périmètre IED correspond à l'activité de transit de batteries et se limite au bâtiment d'entreposage des batteries. En application de l'article R. 515-71 du code de l'environnement, vous avez transmis un dossier de réexamen le 22 décembre 2020 complété le 23 mai 2023, le 19 juin 2023 et le 26 novembre 2025.

Après examen de l'inspection des installations classées, je vous informe que le dossier transmis peut être jugé complet et recevable. En effet, il comporte l'ensemble des éléments prévus aux articles R. 515-71 et R. 515-72 du code de l'environnement.

Considérant votre engagement de maintenir en conformité vos installations au regard des conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) entrées en application le 17 août 2022 ;

Considérant l'absence de demande de dérogation et de demande d'aménagement des meilleures techniques disponibles applicables ;

Considérant l'absence de propositions de techniques alternatives ;

Considérant que l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 relatif aux meilleures techniques disponibles applicables à certaines installations classées de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED, fixe les prescriptions applicables au titre de la décision d'exécution 2018/1147 de la commission européenne, sans préjudice des prescriptions fixées par les arrêtés préfectoraux en vigueur encadrant l'exploitation de vos installations ;

Considérant l'absence de nécessité d'actualiser les prescriptions en vigueur au regard des critères du point III de l'article R. 515-70 du code de l'Environnement ;

Conformément à l'article R. 515-73 du code de l'Environnement ;



Tél : 02.72.74.73.00
Mél : dreal-pays-de-la-loire@developpement-durable.gouv.fr
5 rue Françoise Giroud - CS 16 326 – 44 263 NANTES cedex 2

Le réexamen au titre de l'article R. 515-70 du code de l'Environnement, conclut à l'absence de nécessité d'actualiser les prescriptions applicables à vos installations par arrêté préfectoral.

Les MTD identifiées dans votre dossier de réexamen sont susceptibles de faire l'objet de contrôle conformément aux articles L. 514-4 et suivants du code de l'Environnement.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de ma considération distinguée.

Pour le Préfet, par délégation,
Pour la directrice,
L'adjoint de l'unité départementale
de la Loire-Atlantique



Yann DERRIEN

Copie : Préfecture de la Loire-Atlantique, bureau des procédures environnementales et foncières

Monsieur le Directeur
Société BARBAZANGES TRI OUEST
6 rue Lafayette
44110 Châteaubriant